



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement et
du Logement d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6 Av. du Général de Gaulle,
CS 90254
43009 Le Puy-en-Velay

Le Puy en Velay, le 05/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 22/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



TRAVAUX PUBLICS CARRIERES CUBIZOLLES SAS

LA BRAUD
43580 ALLEYRAS

Références : UID4243-MEA-022-0184

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2022 dans l'établissement TRAVAUX PUBLICS CARRIERES CUBIZOLLES SAS implanté LA BRAUD 43580 ALLEYRAS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est déroulée dans le cadre du Plan de Contrôle 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRAVAUX PUBLICS CARRIERES CUBIZOLLES SAS
- LA BRAUD 43580 ALLEYRAS
- Code AIOT dans GUN : 0005600806
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Il s'agit d'une carrière de basalte, les matériaux sont traités sur site pour, principalement, l'alimentation de centrales à béton locales. L'entreprise Cubizolles dispose d'une quinzaine d'employés. Deux employés travaillent sur le site. L'exploitation se fait par campagne en fonction des marchés obtenus.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Phasage et remise en état
- Environnement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----------------------------|---------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| Nature de l'autorisation | Arrêté Préfectoral du 05/01/2006, article 1 | / | Sans objet |
| Aménagements préliminaires | Arrêté Préfectoral du 05/01/2006, article 3 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|-------------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| Localisation | Arrêté Préfectoral du 05/01/2006, article 2 | / | Sans objet |
| Conduite de l'exploitation | Arrêté Préfectoral du 05/01/2006, article 5, 7.2, 21, 6 | / | Sans objet |
| Explosifs / vibration | Arrêté Préfectoral du 05/01/2006, article 5.6 et 12 | / | Sans objet |
| Déchets | Arrêté Préfectoral du 05/01/2006, article 13 | / | Sans objet |
| Risque accidentel | Arrêté Préfectoral du 05/01/2006, article 14 et 15 | / | Sans objet |
| Eaux | Arrêté Préfectoral du 05/01/2006, article 9 | / | Sans objet |
| Bruit | Arrêté Préfectoral du 05/01/2006, article 11 | / | Sans objet |
| Poussières | Arrêté Préfectoral du 05/01/2006, article 10 | / | Sans objet |
| Plan de gestion des déchets inertes | Arrêté Préfectoral du 22/09/1994, article 16 bis | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation est bien tenue et fait l'objet d'un suivi régulier.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Nature de l'autorisation

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2006, article 1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE |
| Prescription contrôlée : Etat de la production moyenne et de l'année précédente, notification des évolutions du parc machine |
| Constats : Le tonnage de matériaux extrait dépasse légèrement le maximum prévu par l'autorisation. Les suites sont traitées dans le constat "Conduite de l'exploitation". En 2017, l'exploitant a obtenu l'arrêté n°BCTE 2017/171 du 31 mai 2017 pour la modification des installations de traitement, car il y avait une variation de la puissance et une modification de l'emplacement. Depuis, il n'y a pas de modifications des installations, de ce fait, la puissance du parc machine est la même. |
| Type de suites proposées : Sans objet |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Localisation

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2006, article 2 |
| Thème(s) : Situation administrative, Evolution du site |
| Prescription contrôlée : Evolutions éventuelles du périmètre ICPE |
| Constats : Il n'y a pas eu de nouvelles acquisitions de parcelles depuis le précédent arrêté préfectoral. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Aménagements préliminaires

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2006, article 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Identification et sécurisation du site |
| Prescription contrôlée : Affichage de l'arrêté et des coordonnées de l'exploitant à l'entrée de l'exploitation, plan de bornage à jour à disposition, cloture efficace et en bon état |
| Constats : Un plan de bornage a été présenté. La carrière est clôturée, et fermée par un portail cadenassé. Cependant une piste d'accès, menant à l'ancien emplacement des installations, n'est pas fermée par un dispositif efficace. Cette piste d'accès doit être sécurisée pour éviter tout accès extérieur. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Procéder à la mise en place d'un dispositif efficace pour éviter tout franchissement de cette piste d'accès |

Nom du point de contrôle : Conduite de l'exploitation

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2006, article 5, 7.2, 21, 6 |
| Thème(s) : Autre, Phasage et remise en état |
| Prescription contrôlée : Fourniture d'un plan d'exploitation à jour. Observation de la conduite de l'exploitation, de la gestion du décapage/découverte, de la zone en extraction, du maintien de la bande des 10m, et de l'avancée de la remise en état |
| Constats : Un plan d'exploitation du 26 janvier 2022 a été présenté. On note un certain retard de phasage puisque l'exploitation se situe en phase 2 alors qu'elle devrait être en phase 4. Il y a donc environ 10 ans de retard sur l'exploitation. Le dépassement, ces dernières années, du tonnage à extraire peut permettre de rattraper le retard engendré. Par ailleurs, il est prévu par l'arrêté que la remise en état se fasse en fin d'exploitation. De ce fait, il n'y a pas de retard sur la remise en état. L'autorisation d'exploiter prendra fin en 2030. En 2025, l'exploitant devra informer de son choix de poursuivre ou cesser son activité. S'il souhaite poursuivre, une demande d'autorisation environnementale pour la prolongation de l'exploitation devra être formulée. S'il souhaite cesser, un porter à connaissance demandant une modification des conditions de remise en état pour qu'elles s'adaptent à l'état d'avancement de la carrière devra être déposé. Par ailleurs, la hauteur des fronts sur la phase en exploitation est conforme (15m), une partie des fronts de l'ancienne carrière, supérieurs à 15m, ont d'ores-et-déjà été repris. Les fronts excédants 15 m sont sécurisés par un merlon et aucun accès n'est possible. La bande des 10 m est respectée, la côte en fond de fouille également (751m). |
| Type de suites proposées : Susceptible de suite |
| Proposition de suites : Procéder en 2025 au choix de la poursuite ou de la cessation d'activité pour 2030. Si l'activité est poursuivie, une demande d'autorisation environnementale pour la prolongation de l'exploitation devra être formulée. Si l'activité est cessée, un porter à connaissance demandant une modification des conditions de remise en état pour qu'elles s'adaptent à l'état d'avancement de la carrière devra être déposé. |

Nom du point de contrôle : Explosifs / vibration

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2006, article 5.6 et 12 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des explosifs |
| Prescription contrôlée : Observation d'un ou plusieurs plans de tir et des vibrations engendrées |
| Constats : Un plan de tir du 20 janvier 2022 a été présenté ainsi qu'une mesure de vibration et ils n'appellent pas de remarques particulières. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Déchets

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2006, article 13 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Gestion des déchets |
| Prescription contrôlée : Tenue d'un registre des déchets et gestion des déchets sur site |
| Constats : Les déchets produits sur site se limitent à des huiles usagées, qui sont évacuées par une filière spécialisée. L'entreprise tient un registre des déchets et les bordereaux de suivi des déchets dangereux présentés n'appellent pas de remarques particulières. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Risque accidentel

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2006, article 14 et 15 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Gestion du risque accidentel |
| Prescription contrôlée : Présence de consignes incendie, vérification annuelle des extincteurs et des installations électriques. Stockage des substances dangereuses dans des locaux sécurisés, sur rétention, avec la présence d'une étiquette pour les identifier. |
| Constats : Le dernier contrôle des dispositifs incendie du 31 mars 2022 et le dernier contrôle des installations électriques du 1er septembre 2021 n'appellent pas de remarques particulières. Les consignes incendie sont affichées sur site et à jour. Les stockages d'hydrocarbures sont étiquetés, disposés sur rétention dans un atelier cadenassé. Le bassin d'eau de défense contre les incendies est sécurisé. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Eaux

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2006, article 9 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux |
| Prescription contrôlée : Consommation d'eau, plateforme engins, utilisation eau de process, rejet |
| Constats : Il n'y a pas de consommation d'eau domestique. Il y a une zone de lavage des matériaux qui fonctionne en circuit fermé et est alimenté par la dérivation du trop-plein d'une source (utilisée par un agriculteur). Cette zone de lavage est entretenue. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Bruit

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2006, article 11 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Gestion du bruit |
| Prescription contrôlée : Dernière analyse du bruit |
| Constats : La dernière analyse de bruit du 1er avril 2019 révèle des résultats conformes qui par ailleurs ont diminué depuis la dernière analyse de juillet 2015. La fréquence d'analyse prévue par l'arrêté est de 3 ans, l'exploitant doit prévoir une nouvelle analyse du bruit courant 2022. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suite |
| Proposition de suites : Prévoir une nouvelle mesure du bruit courant 2022 |

Nom du point de contrôle : Poussières

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2006, article 10 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des poussières |
| Prescription contrôlée : Dernière analyse des poussières |
| Constats : L'arrêté ne prévoit pas de fréquence d'analyse des poussières ; aucune analyse n'a été faite. L'installation est équipée en système d'abattage des poussières et est alimenté par le trop plein de la source déviée (voir partie "eau"). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Plan de Gestion des Déchets Inertes

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/1994, article 16 bis |
| Thème(s) : Action nationale 2022 |
| Prescription contrôlée : Existence d'un PGD, contenu du PGD conforme, transmis au préfet, mis à jour tous les 5 ans |
| Constats : Le dernier PGD daté de février 2022 a bien été transmis au préfet par courrier du 2 mars 2022. Il est à jour. Selon l'arrêté ministériel du 22/09/1994, Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation -> présent dans le PGD fourni,- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles -> présent dans le PGD fourni,- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis -> présent dans le PGD fourni,- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement -> présent dans le PGD fourni,- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets -> présent dans le PGD fourni,- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets -> présent dans le PGD fourni,- les procédures de contrôle et de surveillance proposées -> absent dans le PGD fourni mais ne semble pas nécessaire,- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol -> absent dans le PGD fourni mais ne semble pas nécessaire,- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets -> absent dans le PGD fourni mais ne semble pas nécessaire. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |